

# Le ROUGE & LE VERT

Janvier - Mars 2010 • N°116 • 2 €

LE JOURNAL DE L'ADES



Pour une politique concrète écologiste et de gauche L'ADES agit depuis de nombreuses années en tant que mouvement politique local pour que les élus restent au contact étroit avec les citoyens.

Depuis 1983, date où des écologistes ont siégé au conseil municipal, l'activité de ce mouvement s'est centrée sur le contrôle critique de l'activité municipale et le fonctionnement des services publics locaux qui sont les outils de l'action politique concrète. Les privatisations à outrance des services publics ou leur démantèlement, menés par les municipalités de droite de 1983 à 1995, nous ont obligé à développer une expertise spécifique sur ces aspects.

Notre position de principe sur la gestion directe (100% municipale ou intercommunale) des services publics ne vient pas d'une position idéologique, mais bien de constats de la supériorité de ce type de gestion quand il est fait correctement. En général, la présence d'actionnaires privés n'apporte pas grand-chose et souvent oriente la politique du service en fonction des intérêts privés au détriment des usagers ; le cas de la Compagnie de chauffage en est une caricature qu'il faudrait vite stopper.

Les évolutions législatives actuelles sur les sociétés publiques locales (SPL) à capitaux 100% publics sont intéressantes à examiner.

Pour nous, ce qui importe c'est :

- une gestion au plus près des besoins des usagers (le meilleur service au meilleur prix) ;
- une vision du très long terme (maintien et amélioration du patrimoine public) ;
- une gestion démocratique avec la mise en place de comités d'usagers réellement associés au fonctionnement du service public, comme à la Régie des eaux de Grenoble.

L'ADES va organiser dans les mois qui viennent des séances de formation sur les services publics locaux. Elles s'adresseront aux citoyens et associations qui s'intéressent à ces questions.

LES GENS NE VEULENT PAS VOIR CE PROJET...

ON POURRAIT FAIRE COMME LE VIADUC DE LA ROCADE NORD...

...ON CONSTRUIT LA TOUR DE 100M EN SOUTERRAIN



## CONSEIL D'AMIS...

### La droite de plus en plus présente dans la majorité municipale

Depuis le début du mandat, la forte composante de droite (au moins 9 membres déclarés comme tels) de la majorité municipale était assez discrète. Juste des allusions sur le poids trop important des dépenses de personnel et puis elle était satisfaite de la politique suivie. À l'occasion des élections régionales, elle revenue sur le devant de la scène. L'affaire de Longevialle (le vrai-faux courriel) a rappelé que la droite n'avait pas abandonné ses vieilles méthodes de déstabilisation expérimentées du temps du corrompu.

**B**ernard Betto qui a été 12 ans adjoint du corrompu, puis 13 ans dans l'opposition à la majorité de gauche et écologiste, a rejoint M. Destot en apportant dans la corbeille de mariage ses relations avec le monde économique (DÉCLARATION DE FÉVRIER 2008).

L'opération d'éviction des écologistes de la majorité municipale menée par M. Destot s'est faite en étroite relation avec le Modem et B. Betto. Ceci avait été clairement expliqué par de Longevialle avant les élections municipales, c'est maintenant confirmé par les déclarations de Betto en février 2010, à la réunion de l'association AG3D de R. Cazenave qui est un groupe de pression notamment sur les infrastructures autoroutières (A51, rocade Nord et élargissement de l'A480) où se côtoient des élus du PS, des représentants du monde économique et de la droite grenobloise. C'est donc en liaison avec la CCI que s'est faite l'éviction des écologistes de la majorité municipale.

N'oublions pas que la CCI a toujours eu une activité politique souterraine mais efficace. Lors de la campagne de Carignon pour les élections municipales de 1983, la CCI hébergeait les réunions de stratégie de la droite pour la conquête de la Ville. On a pu voir récemment lors de la pré-candidature aux jeux Olympiques, l'extrême proximité entre le maire (PS) et le président (UMP) de la CCI. On comprend mieux aussi le nombre de projets, notamment en urbanisme, qui répondent à des pressions d'intérêts privés. Au nom d'une pseudo-relance économique, la majorité municipale laisse faire les lobbies du BTP ou des promoteurs privés. Les affaires reprennent...

Le 14 décembre 2009, la majorité « droite-gauche » adoptait un budget qui persistait dans la même logique politique que celui de 2009 qui avait vu l'augmentation brutale et non justifiée des taux des impôts.

Un budget est l'expression d'une politique. Que ce soit en 2009 ou 2010, c'est toujours la priorité à des dépenses qui n'apportent pas d'amélioration aux Grenoblois. Il y a certes une augmentation de la subvention au CCAS, mais c'est pour boucher des déficits (ce qu'il faut faire), mais pas réellement pour changer l'action sociale. Il y a une diminution des subventions aux MJC avec des menaces sur l'emploi, une diminution de l'entretien du patrimoine scolaire, pas de soutien suffisant aux associations agissant pour la solidarité. Par contre, beaucoup d'argent est détourné vers des réalisations de prestige : appel aux grands architectes, vision mégalo de l'avenir de certains quartiers, soutien actif aux promoteurs privés, dépenses de communication démesurées...

La crise pèse très fortement sur une majorité de Grenoblois et la politique municipale amplifie ces difficultés en augmentant les impôts et en laissant augmenter les tarifs du chauffage urbain de manière très excessive.

Les discours du maire et de sa majorité essayent de faire croire à une volonté de gauche, mais les actes démontrent le contraire. La majorité donne priorité aux pôles de compétitivité contre les besoins essentiels des habitants.

### UN BUDGET ADOPTÉ SANS AVOIR ÉTÉ DÉBATTU PUBLIQUEMENT

Le vote du budget annuel est l'acte le plus important d'une collectivité territoriale. Sa préparation devrait être un moment privilégié de la démocratie locale.

Or, la majorité « droite-gauche » refuse systématiquement de débattre avant le vote. Elle s'est fait élire (avec seulement 48% des exprimés) en promettant de ne pas augmenter les impôts et immédiatement après l'élection, elle a décidé l'augmentation des taux des impôts la plus forte depuis des dizaines d'années. Le budget principal de la ville atteint environ 315 M€. Il aurait été intéressant de passer au crible du débat public les nombreux choix à opérer.

### UN AUTRE BUDGET ÉTAIT POSSIBLE

Les élus « Ecologie et Solidarité » ont déposé des amendements au budget du maire qui ont tous été repoussés. Ces propositions dessinaient un budget alternatif. Ce qui a guidé nos choix c'est le maintien ou le développement des services essentiels, l'abandon des politiques de prestige, des économies dans le superflu (fêtes, cérémonies, études, dépenses diverses), l'abandon des aides aux entreprises privées et au financement des programmes de recherche et développement (dont n'a pas à s'occuper une commune). La question du niveau des impôts locaux est évidemment de la plus haute importance. Le choix de la majorité de conserver l'augmentation violente de 2009 n'est fondé sur aucune nécessité. Nous démontrons qu'il est possible de bâtir un budget réaliste efficace, de gauche et écologiste en revenant aux taux des impôts de 2008. Mais ce n'est pas le seul choix.

### DES EXEMPLES D'ÉCONOMIES À FAIRE EN FONCTIONNEMENT (+ DE 5 MILLIONS €)

Nous proposons de diminuer 19 postes par rapport au budget 2010 du maire, en revenant à des tendances du mandat précédent qui était géré avec beaucoup plus de sobriété. Dans le tableau, la colonne « MOYENNE DE 2006 À 2008 » représente la moyenne des dépenses réellement effectuées de 2006 à 2008 (source les comptes administratifs). Dans l'article 6232, il a été enlevé en 2008 les dépenses pour préparer les jeux Olympiques.

ÉCONOMIES EN FONCTIONNEMENT (HORS JO) EN MILLIERS D'EUROS

Articles du chapitre 011	Moyenne de 2006 à 2008	Budget 2010 droite-gauche	Budget alternatif écologistes
6042 Achats de prestations de service	2 008	2 189	2 000
60613 Chauffage urbain	2 012	2 627	2 127
60618 Autres fournitures non stockables	2 819	4 115	3 200
60628 Autres fournitures non stockées	2 975	2 835	2 835
611 Contrats de prestations de service avec des entreprises	649	742	650
617 Études et recherches	848	893	750
6185 Frais de colloques et séminaires	562	957	500
6188 Autres frais divers	3 806	4 753	3 900
6226 Honoraires	463	599	500
6228 Divers	102	128	80
6231 Annonces et insertions	325	442	350
6232 Fêtes et cérémonies	1 229	1 361	700
6233 Foires et expositions	828	930	900
6236 Catalogues et imprimés	255	390	250
6237 Publications	50	60	50
6238 Divers	762	1 269	700
6251 Voyages et déplacements	148	183	150
6261 Frais d'affranchissement	517	586	500
6262 Frais de télécommunication	1 044	1 285	1 100
Total de ces rubriques	21 401	26 345	21 242
Économies			5 102

### Naissance : le Rouge et le Vert hebdo

Afin de permettre une information rapide sur des sujets intéressants la région grenobloise, l'ADES lance un hebdomadaire électronique. Sa vocation est de transmettre rapidement des commentaires et prises de position sur les événements que nous trouvons importants ou significatifs et liés à la politique locale. Il s'agit d'alimenter le débat politique qui souvent n'arrive pas à exister faute de lieux adéquats. Évidemment, nous mettrons l'accent sur nos propositions et sur ce qui nous pose question. Pour ce qui est fait correctement par les institutions publiques, les médias et les communications officielles s'en chargent abondamment.

### Le maire ne sanctionne pas l'adjoint à l'immobilier

M. Falcon de Longevialle a été simplement grondé par le maire, mais pas puni. D'après le maire, puisque le faux mail faisait partie d'une action visant un mouvement politique, cela n'a pas de conséquence sur la gestion communale. Mais alors pourquoi avoir grondé cet adjoint et l'avoir dit au conseil du 22 février ? Le maire a parfois une drôle de conception de la vie municipale. Il passe un accord électoral avec le mouvement politique Modem (pour exclure les écologistes d'une future majorité), mais les actes du président départemental de ce mouvement, qui est aussi un important adjoint, n'ont pas à venir perturber la sérénité « apolitique » du conseil municipal. Pour un peu, il renvoyait cette question à un débat en commission municipale, puisque les débats de fond ne doivent pas venir au conseil !

### L'État se désengage un peu moins que prévu pour Grenoble

Dans le budget 2010, la majorité a inscrit pour la dotation forfaitaire de l'État en fonctionnement : 43,29 M€, or l'État verse 43,58 M€.

En 2009, l'État a versé 43,89 M€. La diminution réelle est de 0,3 M€ soit la moitié de ce qu'avait prévu la majorité.

La minimisation des prévisions de dotation peut être une bonne méthode de gestion (pour ne pas surévaluer les recettes), par contre les sous-évaluer et surtout utiliser cette sous-évaluation pour justifier le niveau des impôts locaux à cause du méchant État qui se désengage fait vraiment politicien.

Pour justifier l'augmentation violente des impôts en 2009, la majorité avait prédit une très forte diminution des dotations de l'État entre 2008 et 2009, ceci s'est révélé faux.

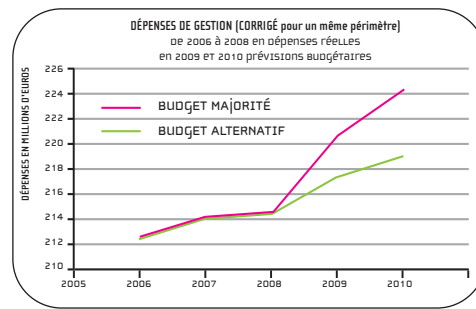
Le désengagement de l'État doit être mesuré à son exacte importance et ne pas servir d'alibi à des choix politiques tournant le dos à la nécessaire solidarité.

Les économies faites dans ces rubriques ne mettent pas en cause les activités dans les secteurs prioritaires de l'activité municipale. Nous proposons certaines économies substantielles par choix politique. C'est le cas du chauffage urbain (60613) où les tarifs sont trop élevés et si nous étions majoritaires, ils auraient été fortement diminués. C'est aussi le cas des fêtes et cérémonies (6232) : la grande majorité des Grenoblois comprendra qu'en période de crise, on diminue ce poste. Sur l'affranchissement (6061) et les télécommunications (6062), une politique s'appuyant fortement sur les moyens de communication électronique permettrait de diminuer encore plus ces articles et revenir au niveau de 2006. L'article 60618 contient une partie qui pourrait être inscrite directement en investissement (dépenses pour éclairage public notamment), il peut donc être diminué.

L'inflation entre 2008 et 2010 est rattrapée soit par des gains de productivité soit par l'abandon de certaines actions (voir tableau - page 2). D'autres économies sont possibles en fonctionnement (diminution légère des indemnités des élus pour revenir sur l'augmentation injustifiée de 25% en 2009).

Les propositions des élus *Écologie et solidarité* sont dans la continuité de la gestion passée. Par contre, on déplore un gonflement des dépenses

très importantes par la majorité droite-gauche relançant les gaspillages et les dépenses de prestige, financés par l'augmentation des impôts.



### ÉCONOMIES EN INVESTISSEMENT (+ DE 5 MILLIONS D'EUROS)

- Abandon des politiques de prestige. Les grands architectes coûtent cher et les projets sont trop ambitieux. Il faut revenir à une conception de la ville plus modeste.
- Les aides à des entreprises privées sans contreparties véritables doivent être abandonnées.
- Ce n'est pas à une ville de financer la R&D – Recherche et Développement. Tout le monde se plaint du désengagement de l'État, ce n'est pas à une commune de prendre sa place.
- Par contre il faut augmenter les dépenses dans l'entretien du patrimoine notamment scolaire qui en a bien besoin et améliorer l'isolation thermique des bâtiments municipaux.

Nous proposons de faire plus que la majorité :

- en augmentant les budgets sociaux (CCAS et associations de solidarité). Ne pas mettre en péril les activités des MJC en leur assurant des ressources pérennes pour maintenir l'emploi ;
- en augmentant les investissements pour entretenir le patrimoine municipal et isoler les bâtiments ;
- en conservant les dépenses de personnel, mais en supprimant des postes du cabinet du maire (pléthorique) et en créant des postes à mettre dans les quartiers pour augmenter la présence publique.

Une politique de gauche et écologique qui a la volonté de gérer au mieux l'argent des contribuables est possible ; la lutte contre les gaspillages doit être menée avec détermination et intelligence :

- retour à des taux d'impôts raisonnables (ceux de 2008) ;
- refus de l'augmentation de 10% de la TEOM à Grenoble en plus de l'augmentation programmée par la Métro ;
- sans augmenter la dette. La diminution de 1 M€ de la dette annoncée dans le budget est un pur effet d'annonce, il n'y a pas besoin de se forcer à désendetter d'une aussi faible somme en période de crise. Les taux des emprunts sont très bas, il faut en profiter.

## Budget 2010 de la Métro

**L**a Métro vit au-dessus de ses moyens, nous le disons depuis des années. La dette ne cesse d'augmenter, elle dépassera 380 M€ fin 2010. Lors du vote du budget 2010 et de la discussion sur le rapport de la chambre régionale des comptes, le président et sa majorité n'ont cessé d'expliquer que la situation s'améliorerait.

Seul G. Kuntz, représentant des écologistes, a fait remarquer que ceci n'était obtenu que grâce à une très forte augmentation des impôts

des ménages depuis 2009. La création de la fiscalité mixte et l'augmentation à marche forcée de la TEOM ont rapporté 17 M€ de plus dans les caisses de la Métro sans qu'il y ait un changement dans le service rendu. Déjà en 2006, le président avait ponctionné 3 M€ dans le budget d'assainissement (somme payée par les usagers de l'eau). La situation s'était donc un peu améliorée, mais elle se détériore en 2010 par rapport à 2009.

C'est facile d'améliorer un budget en augmentant la pression fiscale. La vraie solution, c'est de regarder les choses en face et de choisir

quelles sont les priorités à tenir en fonction des moyens financiers réels. Les contribuables devraient protester contre les augmentations de la TEOM qui paye maintenant non seulement la collecte des ordures, mais aussi une partie de leur traitement. Ce changement important n'a jamais fait l'objet de débats publics préalables ou de prises de positions des communes.

En 2005, à Grenoble, les écologistes avaient imposé à la majorité qu'elle se déclare opposée au financement par la TEOM du traitement des déchets, mais la nouvelle majorité « droite-gauche » vote le contraire à la Métro !

## HUMEUR

Dans la dernière publication du SMTC, Jean Sivardière écrit : « Destot m'a dit un jour, Dubedout a fait la rocade Sud, je peux bien faire la rocade Nord ». Adjointe de 1995 à 2001, j'ai trouvé sans arrêt cette obsession de Destot dans sa politique...

- Domiciles collectifs pour personnes âgées dépendantes ; une réussite de Dubedout. Pas question de lever le petit doigt pour les faire durer. Motte, vice-président du CCAS, laisse faire. Les vieux retourneront en « établissements ».
- L'eau de Grenoble, autre réussite de Dubedout, attendra 4 ans pour revenir en gestion municipale, toujours avec l'aide de Motte pour freiner.
- Plus tard : « Dubedout a bien eu les JO, je veux les avoir ». On connaît la suite, le dépit de Destot : le ridicule ne tue plus !!
- La Villeneuve, grand projet d'urbanisme de Dubedout, vote largement Destot,

## Conséquences d'une succession impossible

ce qui lui pose un problème : comment dévaloriser la Villeneuve sans perdre les électeurs ? Solution Destot : promouvoir un urbaniste complètement opposé au projet mis en œuvre à Villeneuve, Yves Lion, plein de lui-même jusqu'à la caricature : l'homme idéal pour saboter ce quartier.

- Dernier épisode : le dévoué Motte, vice-président de la Métro, refuse de renouveler le système de collecte éolien des ordures de la Villeneuve : une innovation de Dubedout qui triomphe partout en ce moment : pas question de la restaurer ; les habitants de Villeneuve devront accepter les rats, et les camions d'ordures. Il paraît que notre Maire envisage de les remplacer par des tombereaux à chevaux, en espérant sans doute un diplôme HQE à la suite !

Pierrette PAYSSOT, habitante de la Villeneuve

## M. Migaud n'adhère plus au PS

Depuis qu'il est président de la Cour des comptes, D. Migaud a déclaré qu'il ne payerait pas une cotisation au PS, pour rester « neutre ». Curieuse conception de la citoyenneté. Cette charge implique l'abandon de mandats politiques électifs, mais en aucun cas l'abandon de toute activité politique. C'est bien joué de la part de Sarkozy, qui va ainsi enlever un à un les adhérents du PS...

## Permanence

L'ADES tient une permanence les jeudis de 18 à 19h à son local du 12 rue Voltaire. Des rendez-vous à d'autres moments peuvent être pris : tel (répondeur) 04 76 03 24 28.

Des actualités sur notre site : [www.ades-grenoble.org](http://www.ades-grenoble.org)

## Cantines scolaires : attention à l'atteinte au principe de laïcité !

Depuis quelques temps, une offensive d'un groupe de personnes en direction de la mairie essaye de faire changer la politique municipale en ce qui concerne le contenu des repas servis. Pour des raisons religieuses non avouées, mais bien réelles, ce groupe fait pression sur la mairie. Voir notre dossier sur le site internet

## Compagnie de chauffage, les tarifs toujours trop élevés

La CCIAG persiste avec l'accord du maire et de sa majorité à faire des marges exorbitantes sur le dos des usagers.

## La chambre régionale des comptes (CRC) épingle la Métro

La CRC signale des irrégularités dans la gestion financière de la Métro. La majorité à la Métro répond que la situation financière s'améliore, mais oublie de dire que c'est à cause d'une forte augmentation des impôts sur les ménages et pas grâce à la mise en cause de la politique suivie jusqu'à maintenant (aide à des groupes privés sans contrepartie, politique de prestige coûteuse...).

## URBANISME

## Projet Esplanade, pourquoi aller si vite ?

UNE POLITIQUE DE PRESTIGE ...



Suite à l'échec des JO, le maire a lancé à toute vapeur le projet Esplanade. Pourtant, l'aménagement des quais et le projet presque n'ont pas réellement démarré. Il est curieux et même inquiétant qu'un projet de cette ampleur n'ait pas été piloté en partenariat avec la commune de Saint-Martin-le-Vinoux.

Des esquisses très floues ont été présentées, quelques réunions d'information et des balades sur le site... Et hop ! D'un seul coup : grande exposition inaugurée en fanfare, où tout est à peu près bouclé et peu de remarques des habitants ont été prises en compte. Le CCS2 (conseil consultatif de secteur) s'est inquiété de cette situation et s'est proposé de s'autosaisir et de travailler avec le CCS1 sur ce projet. Le maire a donc décidé de saisir le CCS2 en lui demandant de répondre à toute vitesse... Ce que n'a pas accepté le CCS2 qui a demandé un délai pour y réfléchir de manière correcte. C'est au conseil municipal de mai que l'avis devra être rendu. Au conseil municipal du 22 février 2010, la majorité a décidé de lancer l'opération révision simplifiée du PLU sur l'Esplanade. Mais pourquoi cette frénésie ? Il y avait, c'est vrai, une urgence : le tracé de la ligne de tram E. Cela aurait mérité une explication publique détaillée uniquement sur cette question. La solution arrêtée de manière unilatérale est de l'installer le long de l'A48 et non de la faire pénétrer boulevard de l'Esplanade, le long des logements existants. Pourtant une ligne de tram est un instrument structurant d'un quartier et quel que soit le projet qui sera réalisé, il semblait plus naturel d'implanter la

ligne au cœur du nouveau quartier plutôt qu'à sa périphérie ; d'autant plus que la ligne de tram au centre du quartier aurait obligé à éloigner les nouveaux immeubles des anciens ce qui était plus satisfaisant pour les habitants actuels du quartier. Les raisons données pour le choix arrêté sont peu convaincantes.

Pour le reste du projet il n'y a aucune urgence, le maire veut-il marquer son dernier mandat ou cède-t-il aux pressions des promoteurs qui font actuellement de très bonnes affaires à Grenoble ? Il faut peut-être aussi compenser les promesses faites lors de la candidature aux JO, le maire a toujours expliqué que même sans les JO les grands travaux seraient poursuivis.

Autre interrogation : la suppression pure et simple de l'A48 sans présenter un vrai plan de circulation alternatif laisse songeur sur le sérieux des réflexions préalables ! La solution est de renvoyer les voitures de l'autre côté de l'Isère... débrouillez-vous.

Et toujours en catimini, la rocade Nord sortirait au niveau de l'A48, il n'y aurait plus de viaduc à Saint-Martin-le-Vinoux, mais seulement dans la presque île. Et la foire des Rameaux, quelle va être sa nouvelle implantation ? Le maire essaye de la sous-traiter à la Métro ! Vive la démocratie locale et sa charte qui n'est pas appliquée.

### SOMMAIRE

#### CONSEIL D'AMIS...

La droite de plus en plus présente dans la majorité municipale... p.1

#### DOSSIER

Grenoble, un budget 2010

de droite... pp.2-3

Budget 2010 de la Métro... p.3

#### HUMEUR

Conséquences

d'une succession impossible... p.3

#### URBANISME

Projet Esplanade, pourquoi aller si vite?... p.4

#### BRÈVES

ADES, 12 rue Voltaire, 38000 Grenoble

Tél.-répondeur : 04 76 03 24 28

Courriel : [contact@ades-grenoble.org](mailto:contact@ades-grenoble.org)

site web : [www.ades-grenoble.org](http://www.ades-grenoble.org)

#### Le Rouge & le Vert

Journal trimestriel de l'Association démocratie écologie solidarité

DIRECTEUR DE PUBLICATION :

Vincent Comparat

CPPAP : 1013 G 83774

ISSN : 0760-480 IMPRIM'VERT®

IMPRESSION : Les Écureuils, Gières

MAQUETTE - ILLUSTRATIONS : Cled'12

VOUS AIMEZ CE JOURNAL ? JOIGNEZ LE CHÈQUE À LA PAROLE !

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

- Abonnement annuel de base : 16 €

- Abonnement de soutien : 23 € et plus

J'adhère à l'ADES (abonnement Le Rouge & le Vert 10 € compris)

- 16 € (chômeurs, étudiants)

- ..... € (0,3% du revenu annuel brut)

- Adhésion sans abonnement (diminuer le tarif de 10 €)

Une partie de l'adhésion est déductible des impôts. Chèque à l'ordre de l'ADES

GRUPE DES ÉLUS

ÉCOLOGIE ET

SOLIDARITÉ

À LA MAIRIE

04 76 76 38 75

[www.grenoble-ecologie-](http://www.grenoble-ecologie-solidarite.fr)

[solidarite.fr](http://www.grenoble-ecologie-solidarite.fr)

Conformément à la loi « Informatique et liberté », vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux informations vous concernant.